

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 7 septembre 1995

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président.

Section française:

messieurs JACOBS, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs.

Section néerlandaise:

messieurs CROISIAU, BOES, DECLERCK et VAN EECKAUTE,
membres effectifs.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration;
monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue.

27.081/I/PF
TVS/RV

Par lettre du 21 avril 1995, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal attribuant au cadre linguistique néerlandais les emplois de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire.

Ce projet d'arrêté royal procède de l'adaptation du cadre organique, intervenue suite à la radioscopie et à la réforme de la carrière des agents de l'Etat. Le cadre organique sur lequel repose le projet de cadres linguistiques, a été fixé par arrêté royal du 14 mars 1995.

Le ministre propose de répartir comme suit les 11 emplois dans le cadre linguistique néerlandais.

Degrés de la hiérarchie	Cadre néerlandais	Cadre français
1er	-	-
2ème	1	-
3ème	1	-
4ème	1	-
5ème	2	-
6ème	5	-
7ème	1	-
8ème	-	-

Les organisations syndicales reconnues à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire ont été consultées conformément à l'article 54, 2ème alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, de ces lois, la C.P.C.L. a examiné ces propositions en sa séance du 7 septembre 1995, et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

1. Quant à la répartition des emplois de direction

Le cadre organique ne prévoyant qu'un seul et unique emploi de direction, il y a forcément dérogation à la parité prescrite par l'article 43, § 3, des L.L.C.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis négatif tout en attirant l'attention du ministre sur le fait qu'en application de l'article 43, § 3, 6ème alinéa, le Roi peut, par un arrêté motivé et délibéré en conseil des ministres, déroger à la règle de l'égalité numérique des emplois de direction, en faveur de ce service dont le volume de travail est quasi à 100% de langue néerlandaise.

2. Quant à la répartition des emplois des degrés 3 à 8

Tous les emplois ont été répartis entre les cadres linguistiques.

Le ministre a communiqué à la C.P.C.L. des données chiffrées concernant la répartition géographique des employeurs affiliés à la Caisse spéciale de compensation et celle des allocataires.

res, ainsi que concernant la manière dont s'établissent les contacts entre la caisse et d'autres services (ministères, parastataux, administrations communales, fonds et syndicats). De tous ces chiffres il ressort que le volume de travail est pratiquement à 100% de langue néerlandaise. Dès lors, la Commission permanente de Contrôle linguistique émet un avis favorable à la proposition ministérielle d'attribuer les 10 emplois des degrés 3 à 8 au cadre linguistique néerlandais.

*

* *

Par ailleurs, la Commission permanente de Contrôle linguistique attire l'attention du ministre sur les points suivants:

1. Le titre de l'arrêté royal gagne à être libellé comme suit:
"Arrêté royal fixant les cadre linguistiques de la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire".
2. La référence, dans le préambule de l'arrêté royal, à l'arrêté royal du 19 mars 1976 déterminant les degrés de la hiérarchie, peut être supprimé.
3. L'article 1er du projet de l'arrêté royal gagne à être formulé comme suit:

"Article 1er - A la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire les emplois sont répartis entre les cadres linguistiques de la manière suivante:

Degrés de la hiérarchie	Cadre néerlandais	Cadre français
1er	-	-
2ème	1	-
3ème	1	-
4ème	1	-
5ème	2	-
6ème	5	-
7ème	1	-
8ème	-	-

4. La Commission permanente de Contrôle linguistique émet un avis négatif quant à l'attribution, à l'arrêté royal fixant les cadres linguistiques, d'un effet rétroactif.

5. Le projet d'arrêté sous examen doit être soumis, pour approbation, au Conseil des Ministres. Dans le préambule de l'arrêté, il convient de faire référence à cette prescription légale: "Sur la proposition du ministre des Affaires sociales et vu l'accord des ministres qui en ont délibéré en Conseil...".
6. La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire est un service d'exécution dont le siège est établi en dehors de Bruxelles-Capitale. Conformément à l'article 46, § 5, des L.L.C., les membres du personnel qui entrent en contact avec le public, doivent posséder une connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue, selon qu'ils appartiennent à la première ou aux catégories suivantes.

*

* *

Le présent avis est notifié à Madame le Ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa, des L.L.C., est invitée à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'elle lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 7 septembre 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

Th. VAN SANTEN

J.M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS